



Communiqué de Presse

Contact : Frédéric FAURE, co-secrétaire Solidaires Finances Publiques 11

Covid-19 et missions des Finances Publiques : ces agents indispensables dont personne ne parle

En cette situation de crise sanitaire dramatique, Solidaires Finances Publiques tient à rendre, comme toute la population, l'hommage qu'ils méritent tant à tous les personnels de santé et nous espérons que cette crise sera l'occasion pour nos dirigeants de prendre conscience de l'importance du service public et de ses personnels.

Les agents des Finances Publiques sont également présents depuis la mise en place du confinement au travail pour remplir des missions sans lesquelles le pays serait très rapidement en déliquescence.

Des missions essentielles et prioritaires pour nos concitoyens et des personnels, eux-aussi, en première ligne.

En effet, dans le cadre du Plan de Continuité de l'Activité, les services et agents des Finances Publiques sont particulièrement sollicités sur les missions prioritaires suivantes :

- garantir le maintien du niveau de prestation du secteur hospitalier qui signifie de ne pas arrêter la chaîne de paiement des dépenses et d'encaissement des recettes des hôpitaux publics. En particulier, permettre l'approvisionnement rapide des soignants en masques, gel hydroalcoolique, blouses de protection, respirateurs, etc.. par le paiement immédiat des fournisseurs est assuré aujourd'hui par les agentes et agents des Finances Publiques. Dans l'urgence actuelle cet exercice est vital pour la population et les entreprises qui travaillent pour les hôpitaux ;

- assumer les décisions gouvernementales pour les entreprises et l'emploi, dont les remboursements de crédit de TVA, les reports et étalements de la TVA due, l'accompagnement fiscal et social ou encore le paiement des dépenses publiques dues aux entreprises,...

Par exemple, les acomptes d'Impôt sur les Sociétés arrivaient à échéance le 15 mars. Des milliers d'opérations de blocage des acomptes ou de remboursement immédiat sont réalisés en urgence par les Services des Impôts des Entreprises ;

- Payer les dépenses de l'ensemble des collectivités locales afin de permettre notamment aux PME et artisans touchés par la crise économique et sanitaire actuelle de bénéficier de la trésorerie nécessaire.

- assurer prioritairement les secours d'urgence gérés par le Conseil Départemental. Les plus pauvres, le plus souvent dans la rue, des familles en désespoir, bénéficient d'aides du Conseil Départemental. Mais, sans les personnels de la Paierie Départementale et des trésoreries de proximité qui les traduisent en versements effectifs, ces bons ne seraient que de vulgaires bouts de papier.

- assurer les payes qui dépendent de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) soit les salaires et retraites de millions de citoyens qui sont préparées et mises en paiement tous les mois (personnels fonctionnaires ou pas et retraités des 3 fonctions publiques notamment) ;

Toutes ces missions sont assurées, avec leur grand sens de l'intérêt général, par les fonctionnaires des Finances Publiques qui se rendent tous les jours au travail au risque, comme tant d'autres, de leur propre santé.

Puisque personne ne le fait, Solidaires Finances Publiques leur rend donc hommage.

Sauver ce service public que le gouvernement veut sacrifier

Nous voulons également rappeler que la DGFIP est dans une phase de réforme qui détruira les services cités. En 10 ans, 30 000 postes aux Finances Publiques ont déjà été supprimés, soit une baisse de 20% des effectifs avec de surcroît, un nombre de trésoreries divisé par 2. Des missions ont été transférées au secteur privé (la gestion des offices HLM par exemple) et il est prévu d'en transférer d'autres (les missions foncières, les missions cadastrales à l'IGN, l'accueil des redevables en bureau de tabac à partir du 1^{er} juillet 2020). Ainsi, quand l'accueil des trésoreries sera remplacé par celui des bureaux de tabac, ce sont les buralistes qui assumeront les secours d'urgence des plus pauvres ?

Enfin, le « Nouveau Réseau de Proximité » prévoit la suppression de l'ensemble des trésoreries à l'horizon 2022 : où en serions-nous aujourd'hui si ce projet était déjà mis en place ?

Où en serions-nous si le transfert de la gestion de la comptabilité, de l'encaissement des recettes et du paiement des dépenses des hôpitaux publics avait été effectué au profit d'agences comptables ?

Le Président de la République et son gouvernement semblent prendre conscience de la place vitale du service public et de ses personnels. Solidaires Finances Publiques les invite à y penser dès la fin de cette crise dans laquelle les agents de la DGFIP sont investis sans réserve et avec fierté, au mépris de leur santé.